

Journée de l'économie
La croissance et le développement durable
grâce à l'innovation: pour une Suisse qui gagne
Vendredi 7 septembre 2007

Seul l'exposé prononcé fait foi

Discours du président

Gerold Bührer, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

L'économie suisse reste unie sous un même toit. economiesuisse, votre association faîtière, celle des organisations de branches et des Chambres de commerce, sort renforcée du processus de réforme stratégique auquel elle s'est soumise; elle est prête à affronter l'avenir. Si, l'an dernier, economiesuisse a été par moments la cible des foudres médiatiques, les orages ont parfois des vertus purificatrices. La réforme stratégique a pu être menée à bien dans les délais et elle a produit des résultats satisfaisants. Swissmem et la Société Suisse des Entrepreneurs sont revenues définitivement sur leur décision de quitter economiesuisse. Le processus de réforme stratégique, que les organisations de branches et les Chambres de commerce ont soutenu, de même que les mesures d'économies décidées, y sont pour beaucoup. Le financement de nos activités est désormais garanti durablement. Cette alliance renouvelée nous permet de mieux défendre les intérêts de l'économie suisse. Elle accroît notre force de frappe en faveur d'une économie compétitive au service de laquelle nous nous mettons.

La force de notre pays, ce sont ses entreprises, petites et grandes, sa place financière, son secteur tertiaire et sa place industrielle. Par conséquent, il est essentiel que l'économie tire à la même corde, tout particulièrement sur les thèmes clés. Et malgré quelques cas isolés qui ont été montés en épingle, les résultats des votations de cette législature et de la précédente ont démontré notre cohésion.

Nous sommes décidés à entretenir à l'avenir un dialogue permanent. Cette cohésion, principalement sur des questions décisives, renforcera notre impact. L'économie a l'intention d'utiliser cette force de frappe de manière responsable au service de la prospérité de notre pays.

L'économie suisse se porte bien. La Suisse enregistre, depuis 2004 déjà, des taux de croissance réels s'inscrivant entre 2 et 3%; depuis 2004, elle a aussi créé près de 100000 emplois et a vu son taux de chômage reculer à seulement 2,5 %. Les entreprises suisses sont compétitives si on en croit les indicateurs.

Néanmoins, rien ne dure toujours. Les turbulences qui ont récemment secoué les marchés financiers ont entraîné une légère révision à la baisse des prévisions de croissance pour l'an prochain. Si les conséquences, sur l'économie réelle, de l'incertitude régnant sur les marchés financiers ne peuvent pas encore être évaluées de manière définitive, il ne faut pas exclure un ralentissement conjoncturel. Il faut ajouter à cela, sur le plan stratégique, que l'Europe occidentale comme la Suisse restent confrontées au défi de la montée en puissance des marchés émergents. En tout état de cause, le succès économique n'est pas garanti pour l'éternité. Les entreprises, les partenaires sociaux et la politique économique doivent affronter la concurrence mondiale. La volonté de procéder aux réformes nécessaires ne doit pas faiblir, même si la conjoncture est bonne.

En comparaison internationale, nous faisons partie des gagnants de la mondialisation. Évitions toutefois la suffisance. Des réformes en faveur de l'économie de marché sont nécessaires, et les finances publiques doivent être consolidées. La concurrence mondiale entre places économiques restera intense. Certains pays rattrapent leur retard. La propension à la dépense observée depuis quelque temps suite aux bons résultats financiers des collectivités publiques doit nous alerter. Si nous cédon's à la tentation, nous risquons de réduire dangereusement la marge de manœuvre disponible pour amortir les dettes et diminuer les impôts.

économiesuisse est favorable à la présentation d'un deuxième programme de croissance gouvernemental. Un tel programme ne doit pas se perdre dans les détails, mais contribuer à renforcer durablement les piliers de la croissance. Des améliorations nous paraissent requises dans les domaines de la formation et de la recherche, de l'énergie et de l'environnement, des finances et de la fiscalité ainsi qu'en matière de politique de concurrence et politique économique extérieure. Il est aussi urgent de parer à la tendance à la bureaucratisation, un phénomène qui trouve sa source dans le perfectionnisme, facteur d'augmentation des coûts.

Des progrès sont indispensables dans ces domaines clés afin de garantir une croissance suffisante à long terme. Permettez-moi de préciser un point : il va de soi que la croissance économique doit tenir compte des dimensions écologiques et sociales. Nous souhaitons satisfaire à cette obligation. À cet égard, la démonstration a été faite que la croissance et la responsabilité écologique ne sont pas antinomiques. Une économie prospère facilite au contraire la mise en œuvre de normes environnementales élevées, comme l'attestent des comparaisons internationales.

Pour un pays comme la Suisse, caractérisé par un niveau des prix élevé, la capacité d'innovation est vitale. C'est pour cette raison qu'économiesuisse a appuyé le message du Conseil fédéral préconisant d'augmenter les ressources consacrées à la formation et à la recherche de 6% par an en moyenne. Cependant, il ne suffit pas d'accroître les crédits, il faut aussi optimiser l'efficacité et la coordination. Par ailleurs, l'ouverture d'esprit face aux sciences naturelles et aux nouvelles technologies représente une nécessité. Si notre économie veut s'affirmer, les sciences naturelles et la formation des ingénieurs doivent gagner en importance. Dans cette perspective, il est impératif de combattre l'hostilité latente envers l'évolution technique dès les premières années de la scolarité obligatoire.

En ce qui concerne la loi-cadre sur les hautes écoles, il convient de dessiner rapidement une solution stratégique convaincante et moderne. Au vu de la dynamique des activités de R+D à l'échelle mondiale, nous devons poser rapidement des jalons. De plus, il est indispensable de définir clairement la répartition des tâches au sein du paysage des hautes écoles, notamment entre les instituts compétitifs à l'échelle mondiale et les autres établissements. Dans ce contexte, résoudre le problème du gouvernement d'entreprise au sein des EPF est incontournable. Étant donné la concurrence internationale, il y a peu de chances qu'une partition des Ecoles polytechniques fédérales soit la solution qui permette de résoudre rapidement les problèmes.

Une politique fiscale attrayante: voilà un autre pilier de la création d'emplois, de la prospérité et donc de recettes fiscales adéquates. Un système fiscal concurrentiel bénéficie non seulement à l'économie, mais aussi à l'ensemble de la population. Si l'on accordait en revanche du crédit aux seuls slogans et que l'on appliquait des concepts fiscaux aux effets prétendument anodins, il en résulterait une diminution du substrat fiscal. Et ce seraient avant tout la classe moyenne et les personnes aux revenus les plus bas qui en subiraient les conséquences. La Suisse n'a donc pas d'autre choix que de pratiquer une politique fiscale compétitive à l'échelle internationale. Dans cette perspective, la concurrence fiscale et la capacité d'innovation qui en découle restent à la base de toute politique visant au succès.

economiesuisse vient de publier l'étude «Qui finance l'Etat en Suisse?», qui présente les données nécessaires à une analyse globale fondée sur les faits. L'étude réfute les accusations de «désolidarisation», d'«économies à tout crin» ou de «concurrence fiscale ruineuse». En réalité, le système fiscal suisse est très solidaire et nous pensons que c'est bien ainsi. Grâce aux réformes, les recettes fiscales n'ont cessé d'augmenter. Et compte tenu de l'augmentation massive des dépenses de l'Etat, il n'est simplement pas permis de parler d'«économies à tout crin». La fiscalité doit être au service de notre pays, de la population et de l'économie. En revanche, la politique de ceux qui réfutent la réalité envers et contre tout finirait tôt ou tard par affaiblir la force fiscale de notre pays. Nous ne devons pas laisser les choses en arriver là. Les exemples négatifs d'autres pays sont instructifs. Ceux qui font campagne contre les baisses d'impôts et la simplification de la fiscalité entravent en fin de compte la croissance, l'emploi et la force fiscale.

Aussi importe-t-il de faire preuve de détermination et de mettre en œuvre les réformes fiscales à venir. Après le succès, en 1998, de la première réforme de l'imposition des entreprises, en faveur des sociétés à forte intensité de capital, le moment est venu de procéder à la deuxième réforme, qui a principalement pour effet d'alléger l'imposition des PME. Le projet atténue non seulement la double imposition des bénéficiaires auprès des sociétés anonymes, mais il introduit aussi une série d'améliorations importantes pour les sociétés de personnes. La participation qualifiée minimale de 10%, un compromis décidé en partie par égard pour les cantons, ne doit pas rester gravée dans la pierre à tout jamais. La réforme donnera des impulsions à la croissance, cela ne fait pas de doute. Toutes les entreprises en profiteront. Par ailleurs, compte tenu de la tendance internationale à la baisse des impôts, une réduction substantielle des taux d'imposition des bénéficiaires des entreprises ne pourra être évitée. Il conviendra en outre de mettre en œuvre une réforme conséquente de la TVA introduisant un taux unique. Enfin, au vu de l'intensité de la concurrence fiscale, les réformes fiscales doivent devenir une tâche permanente.

La concurrence s'imposera au final, j'en suis fermement convaincu. Il n'est pas dans l'intérêt de l'Europe de mettre un terme à la concurrence fiscale. Mais cela est tout aussi valable pour la Suisse. En tant que non-membre de l'UE, notre souveraineté fiscale n'est pas négociable; elle n'est pas constitutive des accords bilatéraux. La négociation créerait un précédent dangereux. La revendication de l'UE est inacceptable du point de vue du droit international public; elle est aussi hypocrite lorsque l'on pense aux nombreux privilèges fiscaux accordés à différents Etats. Accuser la Suisse de se «réserver les meilleurs morceaux» trahit au mieux une profonde réticence en matière de concurrence. Au lieu de se laisser mettre sous pression, la Suisse doit prendre conscience de sa position de force, agir en conséquence et rester fidèles à ses principes. C'est ainsi uniquement que nous nous ferons respecter à l'échelle internationale. Nous devons être fermes dans la défense de nos intérêts nationaux.

Le changement climatique et l'épuisement programmé des carburants fossiles ne doivent pas laisser l'économie indifférente. D'ailleurs, elle prend ses responsabilités. Elle contribue à résoudre le problème avec l'Agence de l'énergie pour l'économie et la Fondation Centime climatique. La croissance et le développement durable resteront les axes prioritaires des politiques énergétique et climatique. Pour

garantir la croissance, il est indispensable de mettre en place un approvisionnement en énergie fiable, avantageux et respectueux de l'environnement. Diverses mesures s'imposent pour remédier au déficit annoncé: économiser, améliorer l'efficacité énergétique, encourager la recherche, développer les énergies alternatives et remplacer les centrales nucléaires.

À l'avenir aussi, nous entendons tenir nos engagements en ce qui concerne les questions climatiques. Nous envisageons sérieusement de réduire le recours aux combustibles fossiles. Cependant, la politique climatique ne peut pas se soustraire aux principes économiques. Les projets présentés à la mi-août par le chef du Département concerné ignorent tout simplement des critères pourtant incontournables. Nous sommes convaincus que le réchauffement climatique doit être résolu par des moyens plus adéquats, harmonisés à l'échelle internationale, comme le négoce de certificats d'émission ou le transfert de technologies en faveur des grands pollueurs. C'est précisément parce qu'il s'agit d'un défi mondial qu'il faut engager la majeure partie des ressources là où les coûts sont les plus avantageux.

Les performances des entreprises suisses – de petite, moyenne et grande taille – sont considérables. Elles ont accru leurs parts de marché, amélioré leur rentabilité et créé des emplois. C'est le fruit de l'engagement des hommes et des femmes à tous les niveaux. Mais nous devons prendre nos responsabilités également à l'extérieur de l'entreprise, si nous voulons pouvoir compter sur le soutien de l'opinion publique. Nous devons montrer, en cette époque où les choses évoluent si rapidement, que la motivation, la recherche de la compétitivité et la rentabilité ne sont pas des fins en soi. Elles apporteront des fruits sous la forme d'emplois et de croissance et bénéficieront à tout le pays.

C'est à l'économie de montrer que les attitudes négatives et le perfectionnisme finissent par limiter la liberté d'entreprise et la flexibilité, et mènent dans une impasse. La société doit sentir que l'économie aussi s'engage pour la liberté et l'économie de marché. Nous devons développer des propositions constructives pour contrer le discours négatif à l'égard de l'économie actuellement très à la mode.

Il faut éviter que les craintes ressenties par la population ne nous obligent à adopter une attitude encore plus défensive quand il s'agit de défendre la concurrence et l'ouverture des marchés. La liberté d'entreprise a renforcé les fondements de notre économie, ce qui est aussi bénéfique pour l'équilibre social et écologique. Nous devons prendre au sérieux l'appel de Ludwig Erhard, qui préconisait à son époque d'étendre la liberté. Ce message reste d'actualité. Les meilleures recettes pour des réformes en faveur de l'économie de marché ne sont pas d'une grande utilité dès lors qu'elles ne sont pas à même de remporter l'adhésion de la majorité. Pour rallier une majorité, il faut être crédible et instaurer un climat de confiance. Ce n'est que lorsque le couple liberté - responsabilité fonctionnera dans la pratique que nos postulats seront entendus. Le fait d'assumer nos responsabilités et de garder les pieds sur terre contribuera à ce que la croissance, la propriété, la responsabilité individuelle et le progrès technologique seront considérés comme des piliers de notre économie. Si nous y parvenons, les réformes nécessaires en faveur de l'économie de marché rencontreront l'acceptation et notre pays restera dans le camp des gagnants.

economiesuisse souhaite faire avancer notre économie. Mesdames et Messieurs, je compte aussi sur votre engagement!